

# Le syndicat des directeurs généraux vigilant

**Habitué à accompagner ses membres dans leur carrière professionnelle, le syndicat national des directeurs généraux surveille de près les propositions de la commission Balladur sur la réforme des collectivités locales.**

**Q**u'il est sensible le lien entre un maire et son directeur général des services ! Réunie à Beauvais en assemblée générale, la section Oise du syndicat national des directeurs généraux a eu largement l'occasion d'évoquer les conséquences des élections municipales de 2007. « Entre 30 et 40 % de nos postes ont été renouvelés après les municipales », constate le président de la section Oise, Pierre Boyer. Habitée à ces mouvements, la profession ne compte pas moins de 200 personnes en France qui n'ont pas retrouvé de poste après cette valse électorale. « C'est dans cette période que la fonction de médiation du syndicat est importante », rappelle Pierre Boyer. La section Oise compte environ 60 membres, soit près de la moitié des adhérents picards.

Attentifs à la carrière de ses membres, le SNDG l'est aussi à l'évolution de leurs compétences. Beaucoup de formations sont proposées afin de suivre toutes les facettes de la fonction, à l'instar de cette journée organisée avec Dexia, le 27 prochain, sur l'impact de la réforme de la taxe professionnelle sur la préparation des budgets. « Nous sommes très attentifs à la formation, souligne Pierre Boyer. D'une part, il y a beaucoup de facettes nouvelles à notre travail comme la médiation urbaine et sociale. D'autre part, nous travaillons avec le gouvernement sur une meilleure formation après le concours. Auparavant, nous trouvions trop longue la formation post-concours qui durait plusieurs mois et mettait parfois en difficulté la collectivité recruteuse. Désormais, cette formation est passée à cinq jours, c'est trop court. »

Afin de plus peser au niveau national, le syndicat cherche à élargir son recrutement dans les Opac ou les conseils généraux, « partout où l'on trouve des catégories A et A+ ». Régulièrement, les responsables syndicaux rencontrent les ministères



D. R.

*Pierre Boyer, président de la section Oise du syndicat national des directeurs généraux.*

afin de faire progresser leurs revendications sur l'adéquation entre le grade et la fonction, des améliorations d'indice. « Nous souhaiterions que des promotions internes soient possibles entre le grade de directeur territorial et celui d'administrateur à la suite d'un examen professionnel et d'un entretien d'évaluation. »

« La grande question aujourd'hui est l'avenir de notre métier dans la perspective de la réforme des collectivités locales lancée par la commission Balladur », a souligné Pierre Boyer. Entendu par la commission, le syndicat a insisté sur la nécessité de clarifier les compétences entre les différentes collectivités. Les directeurs généraux des services sont en effet en première ligne dans des situations parfois complexes à l'excès. D'un point de vue strictement syndical, le développement des intercommunalités via des regroupements locaux pose la question du devenir de certains postes dans les petites villes. Cette réforme ouvrirait en revanche de nouvelles perspectives d'évolution dans les nouvelles intercommunalités.

Enfin, l'assemblée générale a évoqué ses négociations avec l'association des maires de France pour clarifier les fonctions des directeurs généraux des services. « Le statut qui date de 1984 est-il encore adapté ? Nous sommes dans un emploi fonctionnel : nous n'avons pas le droit à la désobéissance. Qu'en est-il donc de notre responsabilité pénale dans ce contexte ? a remarqué Pierre Boyer. Les journalistes ont la clause de conscience. Il nous faudrait un droit d'alerte. » Toutes ces questions seront abordées lors du congrès national du syndicat qui aura lieu à Lille, du jeudi 22 octobre au samedi 24 octobre.

**B. P.**